Paul Mirerekano : l'ombre derrière la lumière de l'indépendance du Burundi ou le silence brisé d'un héros oublié[1] ?

Par JP Mbona, 19 octobre 2025

La plupart d'entre nous, surtout les jeunes générations, restons focalisés sur Neva et son équipe, avec un peu d'effort sur l'avènement du parti au pouvoir depuis 2005, en oubliant complètement que le baobab burundais actuel plonge ses racines dans un sol arrosé de fleuve de sang non encore tari. Mais aussi des jardins verts arrosés par des héros tus, un héroïsme gardé sous boisseau. Il est donc important que les jeunes générations soient informées afin de nourrir leurs jugements et engagement pour un Burundi prospère[2].

À l'aube des années 1960, le Burundi est en pleine effervescence : le colonialisme belge vacille, les voix et aspirations à l'indépendance s'élèvent, et une vielle nation et un pays qui se ragaillardit cherche ses héros. Alors que le roi Mwambutsa IV fait profil bas, sa cour est engluée dans des luttes intestines de clans se positionne sur l'échiquier de la mangeoire post indépendance. Sur ce fond de ruines et de déclin d'un royaume multiséculaire, parmi ceux dont le nom demeure vivant et vivace dans la mémoire collective, celui du Prince Louis Rwagasore est central : martyr, figure emblématique, lumière du nationalisme. Mais à ses côtés, plutôt dans son ombre portée et comme oublié par un hasard calculé de l'histoire burundaise, s'affirme debout comme un ficus une autre figure : Paul Mirerekano. À la fois connu et ignoré.

Agronome, homme politique dit nationaliste, défenseur des droits civils du Burundais moyen (nyarucari) bâtisseur de coopératives et d'exploitations maraîchères dans son Bugarama natal, il semble ainsi avoir joué un rôle clé dans la formation du mouvement indépendantiste du Burundi. Pourtant, dès après son assassinat le 19 octobre 1965, soit 4 ans seulement après celui de son ami le prince Louis Rwagasore, son image devient controversée, partagée entre ceux qui le considèrent comme un héros oublié et ceux qui l'accusent de je ne sais quoi ou minimisent sa contribution.

En ce 19 octobre 2025, contrairement à l'imagination audacieuse que le Prince serait nonagénaire s'il n'avait pas été fauché, l'autre agronome et néanmoins son ami et co-fondateur de l'UPRONA serait plus que centenaire (104 ans !), ce qui serait un exploit possible dans le Burundi d'alors. L'occasion faisant le larron, laissons l'esprit vagabonder et rêver pour honorer ce héros oublié, alors que notre intelligence objective s'emploie à examiner la vie et l'œuvre de Paul Mirerekano pour répondre à la question suivante : est-il vraiment « l'ombre derrière la lumière de l'indépendance », sacrifié et laissé dans l'oubli ? Ou bien est-il un héros dont la mémoire mérite d'être redressée ? Son parcours, sa relation avec l'UPRONA et Rwagasore, son arrestation et son assassinat, les raisons de son relatif oubli et les signes de sa réhabilitation, autant de zones d'élucidation qui méritent le détour ; peut-être même en retiendrions-nous des leçons pour aujourd'hui ?

Qui était Paul Mirerekano ?

Né vers 1921 (sans registre d'état-civil, il est souvent impossible d'avoir une date précise) à Kavuma, dans l'ancienne (d'alors jusque tout récemment, voir mon posting sur le découpage administratif…) province de Muramvya de l'ancien Ruanda-Urundi. Ancien d'Astrida, il était agronome de formation, a travaillé pour l'administration coloniale belge, puis s'est lancé dans des projets maraîchers privés, notamment à Bugarama. Il est répertorié par la nomenclature burundaise ethnique, avouée et inavouable, comme Hutu. Nationaliste, monarchiste, ardent défenseur des droits civils de tous, dira-t-on de lui. Comme homme politique, il est connu en tant qu'un membre important d'UPRONA (Union pour le Progrès National) par certains, ou comme co-fondateur de ce parti aux côtés de Rwagasore ; les archives se taisent dans toutes les langues au grand désespoir de tous ceux qui affirment à demi-mot qu'il en est plutôt le fondateur.

Tout ce que l'on sait, il a joué des rôles de direction : Trésorier Général de l'UPRONA et, à l'occasion, président *ad intérim*. Après la mort de Rwagasore, il s'opposa à André Muhirwa (gendre du mwami, fallait oser le faire !) pour le contrôle de l'UPRONA, formant une faction majoritairement hutue. En 1965, il fut élu député de la circonscription de Bujumbura, puis élu Premier Vice-Président de l'Assemblée nationale. En octobre 1965, après une tentative de coup d'État (dont les langues rapides ont affublé des soldats Hutu), il fut accusé par le gouvernement d'y avoir participé, puis arrêté et exécuté (**soit le 19 octobre**)[3], histoire d'un chien à abattre qu'on accuse de rage !

I. Contexte et jeunesse de Mirerekano : origines et formation

Fils de Ntibaheba et de Ntahorutaba. Comme vu plus haut, les identifications « meurtrières », (dirait Amin Maalouf, l'auteur des identités de même nom) le campent chez les Hutu ; alors même qu'il épouse une femme de « l'ethnie » tutsi, la défunte Catherine Siniremera. De ce fait, il réalisait ainsi un mariage dit « mixte », dont historiens, anthropologues et autres sociologues devraient un jour nous étudier l'étendue, les raisons implicites et explicites, surtout le rôle joué et les conséquences qu'ont endurées pareilles unions durant les moments des « *biza* » au Burundi, voire au-delà, y compris les dynamiques ou tendances de nos jours. Une chose est sûre et soit dit en passant, les statiques allant dans le sens contraire (un homme tutsi épousant une femme hutu) sont plutôt minimes, quasi inexistantes ; ceci explique cela, probablement ! Si le mariage de Paul Mirerekano avec Catherine Siniremera représente donc un mariage mixte, de deux ethnies historiquement différentes au Burundi, ce qui est un fait notable dans le contexte socio-politique burundais ; il vient rappeler celui, antérieur de quelques années plutôt et dans le même contexte, d'un certain prince Louis Rwagasore épousant une femme d'origine hutu, Rose Ntamyikevyo. Piste à explorer…

Pour en revenir à sa vie publique, Mirerekano fait ses études primaires à Bukeye puis poursuit les humanités techniques en agronomie, notamment au Groupe Scolaire d'Astrida (actuelle Butare, Rwanda) entre les années 1930 et début des années 1940. C'est à l'issue de ses études qu'il entre au service de l'administration coloniale en tant qu'agronome ou agent agricole, avec des missions telles que le boisement de Bujumbura (par exemple derrière la cathédrale Regina Mundi) et l'entretien des aménagements urbains. On lui connait très rapidement les premiers engagements (agriculture, coopératives, nationalisme) se firent jour. Non content des contraintes de l'administration coloniale, notamment des mutations imposées, restrictions financières, limitations dans ce qu'il peut faire, Mirerekano renonce à la fonction publique pour se consacrer à ses propres projets maraîchers.

Avant même d'arriver aux leçons apprises, nous pouvons relever déjà une voie que peu de Burundais empruntent, même de nos jours : se mettre à leur propre compte, ayant constaté que la fonction publique n'est pas une fin en soi ou la destination obligée de tous ceux qui se disent « *instruits* » (on dit « *intellectuel* » dans l'opinion commune, ce qui est tout sauf vrai !). Il lance donc dès 1945, à Bugarama une exploitation maraîchère : légumes, fruits, fleurs, exploitation de jardins potagers, une initiative qui deviendra célèbre pour sa qualité, son usage de l'eau de source, ses techniques et sa distribution vers les marchés d'Usumbura (Bujumbura) et plus tard même vers l'étranger, grâce notamment à sa fille, la regrettée Geneviève Mirerekano, dont on parlera sûrement un jour. Il est rapporté que ces projets agricoles ne sont pas simplement économiques : ils s'insèrent dans un projet plus vaste de justice sociale. Mirerekano s'engage politiquement : nationalisme, monarchisme, revendication des droits civils des marginalisés, tout en se déclarant initialement peu enclin à l'ethnisme.

II. Mirerekano et l'UPRONA : partenariat, rivalités, héritage

Quoi qu'il en soit et qu'on en dise, retenons que Paul Mirerekano fut un partenaire politique, un ami de Rwagasore. L'inénarrable Louis Rwagasore, prince et leader charismatique, devient le visage principal de l'indépendance au Burundi. Mirerekano, de son côté, apparaît comme un allié fidèle : il a initié ou participé de près à la structuration d'UPRONA en tant que parti ; ce qui est une première au Burundi. Il cofonde des

coopératives, milite pour l'indépendance immédiate du pays et attire une base rurale et populaire via ses activités maraîchères, son charisme et ses liens avec le terrain. Des récits çà et là font état de leur profonde amitié que, parait-il, le roi Mwambutsa IV respectait, même intervenant pour libérer Mirerekano lorsque les Belges ou autorités coloniales souhaitaient l'emprisonner en raison de ses activités. Cette relation d'un certain type au Burundi d'alors n'a pas manqué d'impact concret sur la politique burundaise. Déjà la fondation et structuration de l'UPRONA en sont empreintes. Mirerekano a joué un rôle clé dans les débuts d'UPRONA où il apparaît dès le premier congrès de ce parti aux côtés de Rwagasore. On a vu qu'on lui attribue le statut de « vrai fondateur » ou de « fondateur effectif » du parti dans certaines sources, même si c'est Rwagasore qui en devint le président. Leur amitié a permis de lier des cercles divers (notamment des élites Hutu, et des initiatives économiques comme les coopératives ou projets maraîchers) autour d'une idéologie nationaliste unifiée pour l'indépendance. En a également pris un coup de pousse le renforcement du nationalisme et mobilisation populaire. Par ses activités (économiques, agricoles, projets maraîchers comme Bugarama) et son franc-parler politique, il a renforcé la crédibilité populaire de l'idéologie nationaliste que portait Rwagasore. Fruits d'un respect mutuel et amitié : plusieurs témoignages, notamment de la princesse Rose Paula Iribagiza (sœur de Rwagasore), soulignent qu'ils étaient « de vrais amis ».

Après l'assassinat de Rwagasore : rivalités, exclusions.

Nous l'avons déjà relaté il y a à peine une semaine sur ce même site d'info qui nous fait l'amitié de poster nos publications**,** Rwagasore est assassiné le 13 octobre 1961. Après cet ignoble forfait, il se crée comme un immense vide politique. Mirerekano va vite revendiquer une place dans la direction de l'UPRONA, mais se heurte à André Muhirwa et d'autres leaders qui lui disputent cet héritage politique qui pourtant semblait lui revenir de droit. Les rivalités internes, souvent mêlées à l'ethnie, s'intensifient. Mirerekano est marginalisé, persécuté politiquement, parfois exilé, surveillé. Un lien que les intellectuels réfléchissant sur ces périodes troubles du Burundi hésitent souvent à mettre en exergue, c'est que le contexte du mouvement d'émancipation des Hutu du Rwanda n'est pas très loin. Les Tutsi du Burundi dont la relation avec la monarchie n'est pas du tout du grand amour, semblent avoir suivi la logique du chien échaudé craignant l'eau froide. Ce contexte de rivalité laisse place à un mélange d'admiration populaire pour Mirerekano (notamment dans les zones rurales, à Muramvya) et d'opposition ou de méfiance parmi certains cercles du pouvoir, essentiellement ganwa et tutsi. Ce faisant, son œuvre agricole reste très populaire localement, même lorsque son influence politique diminue. Il continue de collaborer avec l'UPRONA, participe à la fondation de coopératives de production/commerces agricoles, s'oppose aux ordres coloniaux qu'il juge injustes, et est de plus en plus une voix populaire. A abattre ; et ça ne va pas tarder.

II. Assassinat par exécution publique

Paul Mirerekano a été arrêté le 19 octobre 1965 par des militaires sous le commandement du Capitaine Michel Micombero, qui à cette époque était Secrétaire d'État à la Défense. Il fut fusillé (exécuté sommairement) peu après (soit le jour même, soit plus tard : la date la plus probable restant le 19, bien une autre date soit également citée, à savoir le 25 octobre 1965. Pourquoi / les motifs possibles ? Les motifs relevés dans les différentes sources incluent les rivalités internes dans l'UPRONA. Après l'assassinat de Louis Rwagasore en 1961, des divisions apparaissent entre ceux qui revendiquent le leadership du parti. Mirerekano, de par son importance dans le parti, ses initiatives populaires, ses bases parmi les Hutu, est perçu comme une figure menaçante pour ceux qui contrôlent l'UPRONA après Rwagasore. Il est aussi fait mention de grosses tensions ethniques : Mirerekano étant issu de l'ethnie hutu, ses partisans étaient en majorité Hutu. Les militaires dirigés par Micombero appartiennent pour leur part (ou sont perçus comme appartenant) à la faction hima, associée à l'élite tutsi. Certaines sources évoquent que l'exécution de Mirerekano fait partie d'une purge ciblant des députés Hutu. Déjà !!!

Aussi, pour noyer un aussi gros « chien », fallait-il trouver une grosse épidémie de rage ! Des accusations de conspiration ou de complicité lui furent affublées : on l'accusa dans plusieurs versions du dossier d'avoir été lié à une tentative de coup d'État ou d'avoir des liens avec des mouvements de contestation orchestrées par des Hutu, d'organiser une milice (« Jeunesse Mirerekano ») ou d'être mêlé à des violences ethniques, bien que ces accusations soient controversées et contestées, jamais prouvées. Il faut plutôt y voir une manifeste volonté de neutraliser un opposant politique puissant : le pouvoir en place — représenté déjà par Micombero et ses alliés (dans l'armées et chez les civiles) avait intérêt à éliminer les figures politiques qui avaient une base populaire, surtout parmi les Hutu, et pouvaient menacer ou défier leur autorité ou leur contrôle sur l'État. Mirerekano, député et vice–président de l'Assemblée nationale en 1965, était exactement dans cette position de faveur.

Mais il convient d'élargir les horizons et évoquer un contexte plus étendu. Le Burundi de 1964-1965 vivait une forte polarisation ethnique, beaucoup de rivalités entre Hutus et Tutsis pour le pouvoir, inquiétudes concernant la sécurité, la fidélité ou loyauté à la dynastie, les alliances étrangères, etc. Viennent s'y ajouter plusieurs accusations mutuelles de complot, plusieurs exils, emprisonnements, pardons et réhabilitations entre les acteurs politiques. Mirerekano lui-même avait été exilé, était revenu, etc. Durant le même moment Micombero consolidait son autorité militaire et politique, ce qui inclut l'élimination des opposants réels ou potentiels. On peut affirmer sans nul risque de se tromper que c'est durant cette période de presque cinq années (1961-1966) que s'est cristallisé et systématisé le choix d'un règne exclusif, sans partage, de la minorité tutsi (une poignée parmi l'élite) sur le reste des Burundais ; ce fut peut-être l'époque de l'invention « du péril hutu ». Si notre hypothèse est correcte, alors les responsabilités en deviennent aisées à établir.

L'histoire retiendra donc que le contexte général nous informe aussi qu'en octobre 1965, le Burundi connaît une vague de répressions contre des personnalités politiques, surtout des Hutu, accusées de complot contre la monarchie ou de collusion avec ceux qui « tentèrent » un putsch. Ces exécutions sont liées aux affrontements ethniques/politiques autour du pouvoir, et au renforcement du contrôle par les militaires, notamment sous Michel Micombero. La liste est très longue mais retenons seulement quelques noms victimes des exécutions autour de l'époque de Mirerekano, Premier Vice-Président de l'Assemblée Nationale : Gervais Nyangoma Ambassadeur, Directeur général du Premier Ministère ; Émile Bucumi, Président de l'Assemblée Nationale ; Ntimpirageza, Président du Parti Populaire ; Pierre Burarame, Ministre de l'Économie ; Patrice Mayondo, Deuxième Vice-Président de l'Assemblée Nationale ; Nirikana, Chef de Cabinet au ministère de l'Économie ; Ignace Ndimanya, Premier Vice-Président du Sénat ; Louis Bucumi, Directeur des Impôts ; Léonard Ncahoruri, Ministre de l'Éducation nationale… Liste non exhaustive !

Comme on le subodore aisément, Paul Mirerekano a été tué par des militaires sous les ordres ou sous la direction effective de Michel Micombero en octobre 1965. Le motif principal semble avoir été politique, dans le cadre des rivalités internes à l'UPRONA, des tensions entre Hutu et Tutsi, et de la volonté de ceux au pouvoir de neutraliser un adversaire à la fois influent et populaire. On peut aussi considérer ces événements dans la lignée des purges et violences ethniques qui marquèrent les premières années de l'indépendance du Burundi.

IV. Mémoire, oubli, réhabilitation

Plusieurs facteurs expliquent pourquoi Mirerekano est moins visible dans la mémoire nationale que Rwagasore. D'abord ce dernier, en tant que Prince, bénéficie d'un statut officiel, symbolique, de martyr immédiat avec des commémorations nationales, mausolée, noms d'institutions etc. Mirerekano, bien que nationaliste, n'a pas eu de position sacrifiée aussi dramatique ou immédiatement mobilisatrice (bien qu'il ait été exécuté), et ses œuvres agricoles étaient de et sur « terrain », moins visibles dans les récits officiels centrés sur les batailles politiques, les palais, les discours. Ensuite les récits historiques ont souffert de cloisonnements ethniques : Mirerekano, en tant que

Hutu, a été soumis aux récits dominés par des élites tutsi/ ahima, surtout après que le capitaine Michel Micombero et ses alliés eurent pris le pouvoir d'Etat. Cela a peut-être fait que certains de ses actes ou de sa mémoire furent minimisés ou interprétés négativement.

Signes de réhabilitation. Malgré cela, des signes forts montrent que la mémoire de Mirerekano recommence à être reconnue. Par exemple, en 2013, la famille a procédé à une levée de deuil définitive. Ce qui aura vu la participation de responsables politiques de haut niveau. En 2019, lors des festivités de l'indépendance, Mirerekano a reçu à titre posthume la Médaille du Mérite Civique classe Grand Officier par le président Pierre Nkurunziza. Des cérémonies locales dans sa terre natale (Muramvya, colline Kibogoye etc.) le commémorent et des habitants continuent de parler avec fierté de ses jardins maraîchers, de ses coopératives, du lieu « Ku mazi ya Mwambutsa ».

V. Leçons et perspectives : que faire aujourd'hui

Il est crucial pour la cohésion nationale que le Burundi rende un hommage complet à tous ses acteurs de l'indépendance, pas seulement ceux dont l'image est déjà établie. Mirerekano offre un exemple de service social, de travail de terrain, de leadership transformateur…
Pourquoi ne pas inclure le nom de Mirerekano et son travail immense de lutte pour l'indépendance aux côtés du prince Rwagasore dans les programmes scolaires, des documentaires, des publications académiques, pour que les jeunes générations connaissent non seulement le « visage officiel », mais aussi les « ombres lumineuses » de l'histoire du pays ?
Agriculture et développement : s'appuyer sur l'héritage maraîcher de Mirerekano pour relancer des coopératives, encourager la production locale, valoriser les embryons de marchés maraîchers comme à Bugarama, et les répandre dans tout le pays sous le label Mirerekano.
Mémoire et justice réparatrice : reconnaissance officielle, monuments, commémorations régulières, soutien aux descendants, clarification historique (dates, responsabilités, actes exacts). Son refus de l'ethnisme, du favoritisme, du sectarisme constitue une valeur ajoutée et inspirante dans un contexte où les divisions ont provoqué beaucoup de souffrance. Mirerekano a été arrêté, exilé à divers moments, menacé, et finalement exécuté. Pourtant il est resté jusqu'au bout porteur d'un idéal, sans abandonner complètement ses projets. Cela peut inspirer un sens de la persévérance, la résilience, et la bravoure/courage face à la répression. Son héritage montre que même des actes exécutés dans des contextes sombres peuvent rejaillir positivement si la mémoire est entretenue.
Mémoire valorisante et justice historique : son assassinat et son oubli partiel montrent l'importance de la mémoire, de la reconnaissance publique, de la justice posthume. Donner des médailles, organiser des cérémonies de souvenir, réhabiliter les héros oubliés sont essentiels pour la cohésion nationale. La mémoire de Mirerekano rappelle aussi les dangers de la réécriture historique qui pourrait favoriser certains groupes au détriment d'autres. Last but not least, sur le plan purement politique : encourager un leadership éthique, transparent, attentif aux voix rurales, à la justice sociale, inspiré par l'exemple de Mirerekano.

Comme nous n'avons pas l'habitude de conclure pareils sujets encore requérant davantage d'investigations, retenons simplement que Paul Mirerekano fut sans doute une des figures les plus complexes et les plus méconnues de l'histoire de l'indépendance du Burundi. Ni totalement dans l'ombre, ni complètement perdu dans les récits, il occupe une position centrale mais paradoxale : immensément respecté localement ou par une poignée de ceux qui le connaissent vraiment, mais parfois controversé ou négligé dans les histoires nationales « officielles ». Sommes toutes, il est peut-être juste de dire qu'il fut à la fois l'ombre derrière la lumière et aussi un héros oublié, et que ces deux affirmations ne s'excluent pas, mais invitent à reconstruire un récit national plus inclusif, plus honnête, plus riche.

La dualité Rwagasore Mirerekano tend à souligner que l'indépendance ne fut pas due aux efforts d'une seule personne, mais à un réseau de militants, d'initiatives populaires, et de stratégies politiques, dont Mirerekano faisait partie. Le fait que Mirerekano ait été marginalisé après la mort de Rwagasore semble vouloir pointer du doigt les vrais enjeux de pouvoir, de rivalités ethniques, de contrôle d'UPRONA, choses qui ont durablement marqué la gouvernance burundaise jusqu'à date. La reconnaissance tardive de Mirerekano jouerait un rôle dans le rééquilibrage de la mémoire nationale, particulièrement concernant les Hutu et leur place dans l'histoire burundaise. Cela aiderait à donner une vision un peu plus inclusive et complète, au-delà des récits dominants de la « chasse de la chose burundaise » racontée jusque-là par une partie des chasseurs.

Cela soulève mêmement des questions sur les leaders « oubliés » : comment la mémoire sélective burundaise peut-elle favoriser certains héritages politiques, marginaliser d'autres, et influencer les identités politiques actuelles, les attentes, les ressentis de justice et de reconnaissance ? Mirerekano fut un nationaliste convaincu, engagé pour l'indépendance, la justice, les droits civils des Hutu, mais aussi pour l'unité nationale. Son rejet de l'ethnisme au départ, son travail avec diverses communautés montre qu'on peut servir le pays avant la division ethnico-politique. Son compagnon d'action avec Rwagasore, et son courage même face aux persécutions, sont une leçon de fidélité à ses principes.

L'on peut déjà savoir gré à ceux qui ont déjà écrit sur ou parlé de lui, à l'instar de Léon Manwangari, Athanase Boyi ou autres historiens locaux ; mais également aux habitants de Muramvya, de Bugarama, producteurs maraîchers ou membres et responsables de coopératives actuelles telles que « Ku mazi ya Mwambutsa », etc. Les chercheurs académiques auteurs d'articles, d'ouvrages historiques ne sont pas en reste : René Lemarchand, Warren Weinstein, *Historical Dictionary of Burundi* ; Christine Deslaurier (et études sur les archives post-coloniales), thèses universitaires burundaises sur les années 1950-60. Nous avons encore du pain sur la planche dans la longue lutte de réhabilitation de la vérité : apparemment Kiraranganya[4] n'a pas fait beaucoup de petits. A suivre…

---

[1] Promis et réalisé, à peine 6 jours plus tard ; la relation entre le prince Louis Rwagasore et Paul Mirerekano appelle les chercheurs sérieux et objectifs à l'œuvre. Il est grand temps que les Burundais de bonne foi et de bonne volonté refusent la fatalité et le confort léthargique afin de jalousement rétablir les vérités historiques de leur pays. L'action, c'est maintenant !

[2] Ahmadou Kourouma, dans En attendant le vote des bêtes sauvages (1998), a écrit : « *Quand on ne sait où l'on va, qu'on sache d'où l'on vient.* », paraphrasant un proverbe bien connu sur le continent mère de la saga humaine : « *Celui qui ne sait pas d'où il vient ne sait pas où il va* »

[3] D'autres spéculation le font assassiner le 25 octobre 1965. Octobre devrait être le mois de deuil permanent au Burundais, et tous les citoyens devraient se vêtir en noir complet tout le mois : Rwagasore, Mirerekano, Ndadaye, etc.

[4] Boniface Fidel Kiraranganya. 1977. La vérité sur le Burundi : l'unité et la démocratie au Burundi. Témoignage. Il semble y avoir eu une édition de 1985, aux éds Naaman (Sherbrooke, Québec).